L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT DE LA LOUISIANE — NOUVELLE-ORLEANS, LUNDI MATIN, 29 NOVEMBRE 1852.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE,
N° 63, RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS :
LUNDI MATIN, 29 NOVEMBRE.

PROCHAINE LEGISLATURE.

Nous croyons devoir rappeler à nos amis que, en vertu de la reconnaissance du comité central, il sera appelé à se réunir dans leur district, le mardi prochain, 24 du courant, pour nommer leurs délégués à la Convention d'Etat, leurs délégués à la Convention sénatoriale de la ville et leurs candidats pour la Chambre des Représentants. Les whigs de plusieurs wards ont pris l'initiative, comme on le verra par les appels publiés plus loin, et nous espérons que d'ici à demain dimanche, les assemblées primaires seront convoquées.

Ce n'est pas l'habitude de ce journal de se montrer exigeant ou sensibleux et des candidats qu'elles imposent aux partis. Quand nous indique donc un autre nom que celui de désigner ces derniers. Les candidats doivent être nommés par les citoyens eux-mêmes. Donc, lorsque ceux-ci sont invités à se réunir pour procéder à l'exercice de ce privilége, ils ne doivent point rester chez eux et laisser faire quelques meneurs qui ont toujours des favoris à pousser. C'est notre faute si nous avons eu si souvent de pitoyables représentants. Nous croyons bien haut que les candidats désignés sont inspirés ou incapables de remplir la mission qui leur est confiée, et nous ne faisons cependant de bonne volonté qui consentent à représenter leurs concitoyens. L'électeur, on se le rappelle sans doute, est l'homme libre et blanc qui a atteint l'âge de vingt ans, qui a résidé dans l'Etat durant les douze mois qui ont précédé immédiatement l'élection et tient à la main le droit de la participation à prescrite pour voter, et qui sera inscrit sur les Etats-Unis? Voilà toutes les conditions requises pour être considéré comme électeur et par conséquent comme éligible à l'Assemblée générale.

Nous parlions tout à l'heure de l'importance des bons organiques qui doivent être votées à la prochaine session de la Législature. Un coup-d'œil jeté sur la Constitution suffit pour en donner une idée.

Les Chambres devront ordonner par une loi spéciale que les noms et le domicile de tous les électeurs de la ville de la Nlle-Orléans soient enregistrés afin qu'ils puissent exercer le droit de suffrage.

Notre système de judicature sera certainement modifié, car la Constitution s'établit point de cours de District : elle se borne à déclarer que le pouvoir judiciaire est confié à une Cour Suprême, *à telles autres Cours que de Législature pourra ordonner*, et à des juges justices de paix. Nouvelle besogne pour les Chambres, et celle-là non moins ardue que délicate. La Législature ayant aussi, en vertu de la Constitution, le droit de restreindre la juridiction de la Cour Suprême en matière civile à la solution de questions de droit, il faudra qu'elle statue sur cet important sujet.

La nouvelle Cour Suprême se composera d'un juge président et de quatre juges associés. Le président sera élu par tous les votants de la Louisiane, mais pour les autres il faudra que la Législature divise l'Etat en quatre districts afin que les électeurs de chacun de ces districts nomment un des juges associés.

Il est dit dans l'article 80, à l'intention de la ville de la Nouvelle-Orléans, que *la Légiala ture aura le droit* d'augmenter le nombre des districts dans une paroisse quelconque.» Bill et débats probables.

« La Législature devra fixer l'élection de tous les juges à une époque distincte de celle fixée pour toute autre élection.» Autre loi à présenter et à discuter.

L'article 109 est très important. Il permet à la Législature « de venir au aide aux compagnies ou aux associations d'individus formées dans le but unique d'exécuter des travaux d'améliorations intérieures, » en tout ou en partie dans l'Etat, mais seulement jusqu'à concurrence d'un cinquième du capital de ces compagnies, soit en souscrivant au capital, soit en leur faisant un prêt ou en émettant des bons.» Cette demande de secours est adressée à l'Etat par une compagnie quelconque, ou par plusieurs réunies, ou de longues discussions, à cause de l'opposition que l'article dont nous venons de citer une chance à rencontrer parmi les démocrates. Toutes sortes de garanties sont cependant assurées à l'Etat, car l'article ajoute que quand un pareil secours sera accordé, il ne sera fait définitivement à la compagnie que dans une proportion égale au versement de reste du capital par les actionnaires.

Que lorsque l'Etat fera un prêt, la Législature devra exiger des garanties suffisantes, de telle manière qu'elle croira convenable ;

Qu'aucune corporation ou association d'individus recevant des secours de l'Etat ne puisse exercer le privilége de faire les opérations de banque ou d'escompte ;

Que l'Etat ne contractera point d'engagement qu'il n'est autorisé par une loi et si ce n'est pour une entreprise ou un but unique clairement déterminé dans la loi ;

Que cette loi devra être votée par la majorité de tous les membres élus à la Législature et non des membres présents ;

Que la chiffre total de la dette et des engagements que l'Etat pourra contracter n'excédera à aucune époque la somme de sept millions de piastres ;

Que toutes les fois que la Législature contractera, pour tout autre motif que celui de repousser une invasion ou de réprimer une insurrection, une dette dont le montant excédera cent mille piastres, *elle sera tenue* de pourvoir, dans le cas qui crée la dette, aux moyens d'en acquitter les intérêts et de rembourser le principal à l'échéance.

Que la législature, sauf qu'elle crée des institutions de crédit par des lois spéciales en vertu de ses pouvoirs, *devra* non seulement ordonner l'enregistrement de tous les billets qui seront émis par ces institutions comme équivalent du numéraire, mais aussi *exiger* des garanties suffisantes pour le rachat de ces billets en espèces.

Que la Législature *ne pourra pas* sanctionner d'une manière quelconque, directement ou indirectement, la suspension des paiements en espèces soit par un individu, soit par une association quelconque, sous peine de forfaiture, et que la peine de la forfaiture sera appliquée à tout membre de la Législature qui votera pour une telle suspension.

Que dans le cas ou une institution de crédit serait en faillite, les détenteurs de billets auront le privilége d'être payés avant les autres créanciers.

Ne sont-ce pas là de puissantes garanties et peut-on avec raison accuser la dernière Convention d'avoir compromis les intérêts de l'Etat ?

Parmi les lois organiques, une des plus importantes sera celle qui organisera le bureau des Travaux Publics. Ce bureau, on le sait, se composera de quatre commissaires, et le prochaine Législature devra donc ce but diviser l'Etat en quatre districts. Elle devra en outre déterminer d'une manière spéciale les attributions des commissaires, fixer le chiffre de leurs traitement, aborder les détails administratifs, &c.

La rapide énumération que nous venons de faire suffira pour faire comprendre à quel point seront importans les travaux de la prochaine Législature et combien il est urgent de n'y envoyer que des hommes intelligents et animés de la volonté de servir utilement leurs commettans.

Arrivée de l'Empire City.

Le navire à vapeur *Empire City*, capitaine Windle, est arrivé ici hier soir, parti de New-York le 12 de ce mois, il est entré à la Havane le 16 au matin et a remis en mer le même jour à 3 heures de l'après-midi.

Nous apprenons qu'il a été permis au *Crescent City* de débarquer ses passagers et ses malles ; mais qu'il lui a été signifié de ne plus revenir si M Smith se trouvait encore à bord.

Les journaux que nous avons reçus ne contiennent absolument rien.

Passagers venant de New-York : M. Abbott et sa dame, Mme et Mlle Bowman, Miss Hopkins, M. Whipple, Restaurateur, Stockbridge et sa dame, Chew, Swan et McGill, Miss Abbott, M. Smith, Whitaker, et sa dame, Miss Mallory, Mlle Bogart, A. White, W. Stuart, T. W. Reed et sa dame, B. Gilly, Mme et Mlle Adams Harris, Harrell, Mellugh, Hodgin, M. de Quist, Wadsen, Fowle et sa femme, Jones et sa femme, J. Williams, Gardner, Crandall, Van Fossen, B. F. Jenkins et sa femme, Mme Mary, M. Jenkins et sa femme, Mme Mary, M. Jenkins et sa femme, Mme Mary, M